Les policiers de Cognac « à poil »

FONCTION PUBLIQUE Selon un syndicat, le commissariat serait en sous-effectif « criant »

Ça grogne au commissariat de Cognac. « Sur le plan des effectifs, on est à poil », résume David Legland, secrétaire départemental de l'Unité SGP police FO. Le syndicat en a fait part au préfet, jeudi. « On espère tirer la sonnette d'alarme auprès de la direction centrale à Paris », précise M. Legland.

Son syndicat dresse un constat sombre : « Si on continue comme ça, on ne pourra plus assumer notre mission de police secours. » C'est la brigade qui répond aux appels du 17 qui semble souffrir d'un « sous-effectif criant » : « Il y a des arrêts maladie, des fins de contrat et des départs à la retraite, note Cyril Chaudet, délégué départemental adjoint. Pour faire notre travail en toute sécurité, et pour celle des citoyens, nous demandons le renfort de cinq à dix personnes. »

Pas anodin sur un total de 66 (personnels administratifs compris). Des membres du syndicat se disent « esseulés » : « Les effectifs réduits nous obligent à travailler plus et les conditions de travail se sont détériorées. » Joint par « Sud Ouest », David Book (directeur départemental de la sécurité publique) n'a pas souhaité faire de commentaire.

Jonathan Guérin

Les fonctionnaires appelés à manifester

SOCIAL Fonctionnaires et citoyens sont invités à battre le pavé en France comme en Charente, le 22 mars, à l'appel de neuf syndicats

MARIE FAUVEL
m.fauvel@sudouest.fr

Une si vaste intersyndicale, c'est du rarement vu en Charente, parole de militants. Neuf syndicats (CFE-CGC, CFDT, CFTC, CGT, FA, FO, FSU, Solidaires et Unsa) ont mis un mouchoir sur leurs divergences pour défendre la fonction publique le 22 mars prochain à Angoulême. « Des cortèges partiront de l'ARS [Agence régionale de santé], de la Cité administrative et du Conseil départemental pour se rendre à l'hôtel de ville avant de descendre à la gare, explique Philippe Dauriac (CGT), symbolisant la convergence des luttes. »

Une partie des représentants de l'intersyndicale charentaise. M. F.

Des exemples démultipliés

Tous unis derrière une seule et même banderole pour une négociation immédiate des salaires, l'arrêt des suppressions d'emplois, l'abrogation du jour de carence ou encore la défense du statut général des fonctionnaires. Tous dénoncent un plan social déguisé, chiffres à l'appui donné par Thierry Solas (FO) : « En dix ans en France, 50 % des bureaux de poste ont disparu, 300 tribunaux ont fermé, tout comme 15 % des services hospitaliers, 7 % des maternités, 22 % des commissariats et gendarmeries, 24 % des centres d'impôt et de caisses d'allocations familiales. »

Et d'enchaîner à l'échelle départementale : « Hier, nous avons rencontré le préfet pour demander des chasubles pour les policiers qui travaillent de nuit ! Ou encore dix places de stationnement pour les gardiens de la maison d'arrêt d'Angoulême », pointe-t-il, estimant que cela révèle une situation difficile. Et chacun dans son domaine y va de son exemple : les écoles fermées, les hôpitaux débordés, les pompiers utilisés à des tâches qui ne relèvent pas de leur mission : « Nous dégageons les arbres tombés sur les routes, quand cette responsabilité incombait avant aux agents communaux ou à la DDE », raconte Xavier Boy (FA).

Tous ensemble, ils battront le pavé jeudi pour dénoncer la casse du service public qui, selon eux, rejaillit sur toute la société. Ils appellent les citoyens à les rejoindre et les députés à venir débattre.